L’ONU exhorte Bujumbura à renouer les liens avec les partenaires internationaux

UN News Centre,Â 3 aoÃ»t 2017 Burundi : le Conseil de sÃ©curitÃ© exhorte le gouvernement Ã renouer les liens avec les partenaires internationaux Le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU a exhortÃ© mercredi le gouvernement du Burundi Ã renouer les liens avec les partenaires internationaux, en particulier l'Organisation des Nations Unies, d'une maniÃ¨re constructive et fondÃ©e sur la confiance mutuelle.

Dans une dÃ©claration de la PrÃ©sidence du Conseil de sÃ©curitÃ©, les membres du Conseil se fÃ©licitent de la visite de l'EnvoyÃ© spÃ©cial du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral au Burundi, Michel Kafando, et de la pleine coopÃ©ration du gouvernement burundais lors de cette visite, qui a eu lieu en juin 2017. Le Conseil Â« renouvelle son plein appui au SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral et Ã son EnvoyÃ© spÃ©cial dans les efforts qu'ils dÃ©ploient pour engager le dialogue avec le gouvernement burundais sur les modalitÃ©s de mise en Å“uvre de la rÃ©solution 2303 (2016), conformÃ©ment Ã la pratique Ã©tablie Ã l'ONU, pour aider Ã so l'impasse politique actuelle et favoriser un processus de rÃ©conciliation ouvert Ã tous Â». Le Conseil se dit en effet profondÃ©ment prÃ©occupÃ© par la situation politique au Burundi, la non-application de la rÃ©solution 2303 et Â« l'immobilism du gouvernement burundais Ã cet Ã©gard Â». Â« Tout en prenant note de la situation gÃ©nÃ©ralement calme en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ© qui prÃ©vaut dans le pays, il reste alarmÃ© par le nombre croissant de rÃ©fugiÃ©s Ã l'Ã©tranger et troublÃ© par le rapports faisant Ã©tat d'actes de torture, de disparitions forcÃ©es et d'exÃ©cutions extrajudiciaires, ainsi que par la persistance de l'impasse politique dans le pays et les consÃ©quences humanitaires graves qui en dÃ©coulent Â», ajoute-t-il.

Concernant les relations entre le Burundi et l'ONU, le Conseil prie le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies et le gouvernement burundais de parachever et d'appliquer l'Accord sur le statut de la mission pour le Bureau de l'EnvoyÃ© spÃ©cial. Il prie Ã nouveau le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral d'accroÃ®tre l'engagement des Nations Unies au Burundi afin de renforc et d'appuyer l'Ã©quipe de son EnvoyÃ© spÃ©cial. Les membres du Conseil regrettent Ã nouveau que le gouvernement burundais ait suspendu toute coopÃ©ration et toute collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et demande au HCDH et au gouvernement Â« de dialogue afin de trouver une solution permettant au Haut-Commissariat de reprendre pleinement ses activitÃ©s Â». Le Conseil se dit aussi prÃ©occupÃ© par les retards importants du dÃ©ploiement des observateurs des droits de l'homme et experts militaires de l'Union africaine, notant que seuls 40 observateurs des droits de l'homme et 8 observateurs militaires ont Ã©tÃ© dÃ©ployÃ©s au Burundi Ã ce jour. Le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU demande Ã©galement aux Etats de la rÃ©gion de concourir Ã la recherche d'une solution Ã la crise au Burundi et de s'abstenir de soutenir les activitÃ©s des mouvements armÃ©s de quelque faÃ§on que ce soit.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});